

mises en chantier étaient de 69 p. 100 supérieures à celles de mai 1985. Les faillites agricoles au Québec sont à la baisse de près de 50 p. 100 depuis 1984.

Par ailleurs, 33,2 p. 100 des petites entreprises au Québec avaient l'intention d'accroître leurs investissements en capital durant les six premiers mois de 1986.

Ces résultats positifs sont le résultat de notre politique de renouveau économique.

* * *

L'ÉCOMONIE

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

M. Guy Ricard (Laval): Monsieur le Président, hier se terminait le Sommet économique de Montréal, édition 1986. Au cours de ces audiences, les intervenants du milieu ont pu exprimer leur point de vue et obtenir un consensus sur plusieurs points.

Monsieur le Président, les porte-parole des organismes ont proposé des résolutions faisant l'objet d'un consensus tel que: l'établissement de zones d'entreprises; la reconnaissance par le gouvernement fédéral de Montréal comme centre canadien de l'industrie aérospatiale; l'établissement d'un centre d'enseignement de haute technologie; l'implantation d'incubateurs, pour ne nommer que ceux-là.

Monsieur le Président, si l'on se rappelle les interventions antérieures des ministres conservateurs du gouvernement canadien, on retrouvait le même type de résolution. C'est donc dire que le gouvernement conservateur connaît les inquiétudes des gens de Montréal, connaît les désirs des intervenants du milieu économique et prend les mesures pour leur venir en aide.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'AUTRICHE—ON DEMANDE UNE ENQUÊTE AU SUJET DES ALLÉGATIONS SUR SON RÔLE DURANT LA GUERRE

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, immédiatement après l'élection de M. Kurt Waldheim à la présidence de l'Autriche, j'ai fait une déclaration à la Chambre demandant au gouvernement canadien d'ordonner à son ambassadeur auprès de l'organisation des Nations Unies d'exiger une enquête approfondie, indépendante et de portée internationale au sujet de ces graves allégations lancées au sujet du rôle que M. Waldheim aurait joué durant la guerre.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a dit à la Chambre qu'il était d'accord quant à ma déclaration. Étant donné le rapport publié hier à Montréal par l'avocat spécialisé en droits civils, le Pr Irwin Colter, réclamant qu'un tribunal international soit chargé de faire enquête sur les accusations portées contre M. Waldheim, il serait peut-être encore plus opportun d'instituer une pareille enquête. Même M. Waldheim lui-même et Simon Wiesenthal de renommée internationale ont déclaré que l'enquête serait la bienvenue.

Questions orales

Dans l'intervalle, pour assurer que nous sommes en possession de tous les faits, le gouvernement canadien devrait se joindre immédiatement aux autres pays qui ont déjà réclamé l'accès aux archives Waldheim de la Commission de l'ONU sur les crimes commis en temps de guerre. Nous sommes satisfaits de moins que cela serait trahir les victimes de la Seconde Guerre mondiale et nos soldats qui ont si vaillamment combattu. Il faut que justice soit rendue!

* * *

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA POSITION DU PARTI LIBÉRAL

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, hier soir, devant le *Board of Trade* d'Ottawa-Carleton, le chef libéral est resté muet au sujet de la position de son parti sur le développement du commerce Canada-États-Unis; j'ai cité Manon Cornellier dans le journal *La Presse* de ce matin.

Faut-il, monsieur le Président, que le parti libéral soit assez décimé pour ne pas être capable de prendre une position lorsqu'il s'agit de négocier avec notre plus important partenaire commercial? Nous exportons aux États-Unis pour 95 milliards de dollars par année, 80 p. 100 du total de nos exportations.

Monsieur le Président, parce que le chef libéral ne fait que bafouiller des commentaires sur les négociations, c'est de l'incompétence; parce que ses acolytes piétinent en rond, c'est de la basse complaisance. Les libéraux font passer leur appétit du pouvoir avant le développement de notre commerce, c'est de la trahison. Dans ce domaine, comme dans les autres, les libéraux sont tous des disciples de Janus, monsieur le Président.

● (1115)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE TARIF IMPOSÉ PAR LES ÉTATS-UNIS SUR LE BARDEAU DE CÈDRE CANADIEN

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, voici l'occasion de poser une question au premier ministre. Cette semaine, dans le cadre des pourparlers sur le libre-échange avec les États-Unis, le gouvernement a semblé oublier le sort des travailleurs de l'industrie du bardeau de Colombie-Britannique. Je demande au premier ministre si son ministre ou lui-même ont demandé à notre négociateur en chef, M. Reisman, d'aborder le sujet des droits de douane de 35 p. 100 qui ont réduit au chômage 4,000 travailleurs et travailleuses de Colombie-Britannique, dès le début des pourparlers, à Washington, cette semaine? D'autre part, a-t-il soulevé la question directement avec le vice-président des États-Unis, M. Bush, lorsqu'il était à Ottawa?